

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-053

DU 28 JANVIER 2022

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT - SECTEUR RH - 1ER RAPPORT HABILITATION DE LA PRÉSIDENTE À SIGNER UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DES PERSONNELS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE (ASCRIF)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 9 ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-053 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 2.247.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004) du budget 2022 pour les dépenses liées aux agents des services du siège.

Article 2 : Formation, information des élus régionaux

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 180.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-021 « Formation, information des élus régionaux » (102021) du budget 2022 pour les dépenses de formation des élus du conseil régional.

Article 3 : Indemnités et charges du CESER

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 25.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « conseil économique, social et environnemental régional », programme HP 022-022 « Indemnités et charges du CESER » (102022) du budget 2022 pour les dépenses de formation des élus du CESER.

Article 4 : Dépenses associées aux agents des lycées

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 467.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-024 « Dépenses associées aux agents des lycées » (122024) du budget 2022 pour les dépenses liées aux agents des lycées.

Article 5 : Amélioration de l'environnement professionnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation de programme de 65.000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0201 « Personnel non ventilé », programme HP 0201-026 Amélioration de l'environnement professionnel » (102026) du budget 2022 pour les dépenses liées à l'intégration professionnelle et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Article 6 : Dépenses associées aux équipements de protection individuelle des agents des lycées

Affecte une autorisation d'engagement de 780.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 « participation aux charges de fonctionnement des lycées publics » (122017), action « Équipements de protection individuelle des agents des lycées » (12201708) du budget 2022 pour les dépenses liées aux équipements de protection individuelle des agents des lycées.

Article 7 : Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 15.000 € disponible sur le chapitre 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus », programme HP 01-003 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » (101003) du budget 2022 pour les dépenses liées à la formation des collaborateurs de groupes d'élus.

Article 8 : Dépenses associées aux frais de personnel

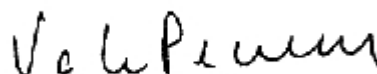
Approuve la convention établie entre la région Île-de-France et l'ASCRIF, présentée en

annexe 1 à la présente délibération, autorise la présidente de la région Île-de-France à signer la convention, et affecte une autorisation d'engagement de 195.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004), action 10200403 « ASCRIF » du budget 2022, correspondant au 1er acompte de la subvention annuelle.

Article 9 : Accueil d'une doctorante dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE)

Approuve la convention à passer avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) dans le cadre de la Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE), joint en annexe n°2 à la présente délibération, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1134245-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention avec l'ASCRIF

CONVENTION N° 22-01

- Entre :** La région Île-de-France domiciliée 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente en exercice dûment habilitée à cet effet par délibération n° CR 92-15 en date du 18 décembre 2015, désignée ci-après par « la Région »
- Et :** L'Association Sportive et Culturelle des Personnels de la région Île-de-France, domiciliée 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen dont le N° de SIREN est le 443 620 471, représentée par son président en exercice, Monsieur Michel MORA dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 23 septembre 2020, désignée ci-après « l'ASCRIF »

PREMIERE PARTIE – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

La Région a décidé d'encourager et de soutenir le développement des activités de l'ASCRIF, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901, ouverte aux personnels de la Région Ile-de-France, et dont le but est de favoriser la participation de ses adhérents à des activités sportives, culturelles et de loisirs.

Il est précisé que les activités de l'ASCRIF entrent dans le champ d'application de l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée.

Article 2 : Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir financièrement les activités de l'ASCRIF par le versement d'une subvention annuelle, sous réserve du vote des crédits 2022 par l'assemblée délibérante, et dans la limite de leur disponibilité.

Cette subvention est versée au vu d'un dossier d'appel de subvention présenté par l'ASCRIF en juin, comportant un budget prévisionnel, ainsi qu'un document décrivant les conditions d'utilisation de la subvention demandée.

La Région s'engage à mettre gratuitement à la disposition de l'ASCRIF des moyens matériels adaptés à ses besoins, compte tenu en particulier de ses effectifs, en termes de :

- bureaux, fermé, dissocié des open space et espace de stockage
- lignes téléphoniques, affranchissement postal,
- matériel et connexion informatiques et numérique,
- moyens de reprographie - salles de réunion,
- accès au dispositif d'archivage,
- approvisionnement en fournitures de bureaux,
- local de stockage dans le bâtiment Victor Hugo situé à Saint Ouen.
- 1 accès nominatif pour stationner sur le site de Saint-Ouen

Les moyens mis à dispositions, tels que listés ci-dessus, seront équivalents dans leur qualité et quantités à ceux mis à disposition des services régionaux

La Région s'engage à faciliter la participation de ses agents aux activités organisées par l'ASCRIF, dans le respect du fonctionnement de leur service et des missions qu'ils leur incombent.
Au regard de leur intérêt régional, les archives de l'ASCRIF pourront faire l'objet d'un dépôt aux archives de la Région, dans le cadre des moyens alloués par la présente convention.

Article 3 : Obligations de l'ASCRIF

Article 3.1 : Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

L'ASCRIF s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 3.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

L'ASCRIF s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois. Elle saisit ses offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionale selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 3.3 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région

Article 3.4 : Rapport d'activité et bilan

L'ASCRIF s'engage à transmettre à la Région pour chaque exercice, avant le 30 juin de l'année suivante :

1°) un rapport d'activité annuel, décrivant notamment l'utilisation de la subvention annuelle versée par la Région ;

2°) le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article L225-219 du Code de Commerce conformément à l'article L612-4 du même code.

Article 3.4 : Dépôt des comptes

L'ASCRIF déposera à la préfecture, ses comptes, ainsi que la présente convention datée et signée, conformément à l'article 10, 6e alinéa, de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

Par ailleurs, l'ASCRIF s'engage à porter à la connaissance de la Région :

- le nom et les coordonnées du commissaire aux comptes ;
- toute modification de ses statuts ou de la composition de ses organes statutaires (conseil d'administration, bureau, président et trésorier) ;

- le montant et l'objet des autres subventions qui lui auront été attribuées durant l'exécution de la présente convention ;
- par écrit, documents à l'appui, toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- les différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants, ainsi que les éventuelles difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans son déroulement.

De plus, l'ASCRIF s'engage, à l'occasion de sa participation à des événements extérieurs, à promouvoir les atouts de la Région Ile-de-France.

Enfin, l'ASCRIF s'engage à faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'utilisation des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toute pièce justificative.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention est effectué sur présentation d'un appel de fonds sur le compte ouvert au nom de l'ASCRIF au Crédit Du Nord, Paris Vaneau (compte N°30076 – 02037 – 18379600200 – 19).

La subvention annuelle est mandatée en deux fois :

- **Un premier acompte versé après signature annuelle de la convention** correspondant à 50% de la subvention votée au budget 2022 ;
- **le solde versé après l'Assemblée Générale**, après communication notamment à la Région du rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé.

Cette dépense est imputée sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », Programme HP0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel », Action 10200403 « ASCRIF ».

Le comptable assignataire de la Région est le Directeur régional des finances publiques d'Île-de France et du Département de Paris (9 rue Réaumur 75002 PARIS).

Au titre de l'année 2022, le montant de la subvention s'élève à **390.000 €**, sous réserve du vote du budget et de la disponibilité des crédits.

Article 5 : Modalités de versement du solde de la subvention

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- le justificatif de recrutement (convention de stage) du stagiaire ou de l'alternant devant être recruté dans le cadre du dispositif « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » (cf art 3.2), conformément à la dérogation présentée en annexe à cette convention.

Les documents financiers seront signés par le commissaire aux comptes. Tous justificatifs et documents comptables seront mis à disposition dans les bureaux de l'ASCRIF.

Article 6 : Révision du montant de subvention

Le montant de la subvention accordée par la Région pourra être révisé conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Article 7 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par l'ASCRIF du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, l'ASCRIF est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'ASCRIF sont à la charge de cette dernière.

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, et ce, pour une durée d'un an. Elle expire à la date d'achèvement des obligations respectives des deux parties.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis à l'approbation de la commission permanente de la Région Ile-de-France et du conseil d'administration de l'ASCRIF.

Article 10 : Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites dans les conditions suivantes.

La Région peut également prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation sera effective à l'issue d'un délai de préavis de 6 mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'ASCRIF par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Article 11 : Gestion de la salle multisports

L'assemblée régionale a décidé d'implanter ses services administratifs ainsi que la Présidence de la Région Île-de-France à Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis, en prenant en location le site « Influence », 2 rue Simone Veil à compter du 29 janvier 2018 (délibération CR n° 219-16 du 18 novembre 2016).

Le bâtiment Simone Veil comprend une salle multisports équipée par le bailleur. La gestion de cette salle multisports a été confiée à l'ASCRIF, en application de l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.

L'ASCRIF et la Région ont décidé d'une amplitude horaire d'ouverture de 7h30 à 19h30.

Le Conseil d'Administration de l'ASCRIF se laisse la possibilité de pouvoir moduler cette amplitude horaire à tout moment de l'année et après concertation avec la Région.

L'exploitation des espaces sportifs (la salle multisports) comprend les deux missions essentielles suivantes :

Accueil et animation des usagers dans un objectif de loisirs, de sport et de détente :

- Accueil des usagers et garantie de leur sécurité,
- Animation des équipements, organisation et coordination d'activités et d'animations sportives ou de loisirs propices à leur fréquentation,
- Diversification et renouvellement de l'offre d'activités,
- Développement avec la Région d'événements fédérateurs,
- Création d'équipes en vue de la participation à des compétitions et des challenges interentreprises, à des stages d'initiation ou stages de perfectionnement en lien ou pas, avec les activités proposées par l'ASCRIF.

Exploitation des activités dont l'ASCRIF a la responsabilité :

- Gestion technique, administrative et financière des activités dont elle a la responsabilité,
- Maintenance des équipements et renouvellement des petits équipements sportifs,
- Achat du gros matériel sportif qu'elle jugera nécessaire d'ajouter à la salle de sport, et après délibération de son CA et validation par les services techniques de la Région sur la faisabilité,
- Prestation extérieure missionnée à la suite de la publication et du lancement d'un marché public pour s'occuper du recrutement, de la formation et de l'encadrement du personnel qualifié affecté à la salle multisports.

L'ASCRIF s'assurera du niveau des pratiquants, surveillera la pratique des activités physiques et sportives se déroulant dans la salle, vérifiera que le matériel est en bon état et bien utilisé, et assurera une formation aux adhérents à la bonne utilisation de l'ensemble des appareils validant leur utilisation en autonomie.

Article 12 : Usagers de la salle multisports

L'accès à la salle multisports est réservé aux personnes suivantes :

Personnels de la Région Île-de-France adhérents de l'association, et invités*.

(*Le nombre d'invités sera limité et laissé à la discrétion du vote du Conseil d'administration de l'ASCRIF).

L'entrée de la salle multisports se fera obligatoirement avec un badge délivré par l'ASCRIF.

Article 13 : Conditions d'exploitation

Sont proposés aux usagers :

- l'accès aux espaces musculation et cardio-training aux plages horaires précisées à l'entrée de la salle, et conformément à l'article 11 de la présente convention,

- des cours collectifs de fitness, yoga, Pilate, boxe...alternant chaque jour la nature et le niveau des cours.

Ces séances peuvent évoluer suivant les périodes de l'année.

Les cours collectifs sont sous la responsabilité d'éducateurs sportifs diplômés.

Des animations et événements fédérateurs seront proposés aux plages horaires les plus fréquentées par les usagers (début de matinée, midi et/ou début de soirée).

Le conseil d'administration de l'ASCRIF déterminera les tarifs d'accès à la salle multisports dès sa prise d'exploitation. Ces tarifs seront révisables chaque année.

Cette organisation vise le développement et l'incitation à la pratique sportive et/ou activité physique pour toutes et tous.

Article 14 : Règlement intérieur

Le règlement intérieur de la salle multisports, en annexe n°1 à la présente convention, est élaboré par l'ASCRIF. Toute modification du règlement intérieur ne peut intervenir que par décision expresse de son conseil d'administration.

Le règlement intérieur est consultable sur le site internet de l'ASCRIF et affiché à l'entrée de la salle, à la vue de tous les usagers, au même titre que :

- la déclaration d'établissement d'activités physiques, cette déclaration ne relève pas de la responsabilité de l'ASCRIF.
- un tableau d'organisation des secours dans l'établissement comportant les adresses et numéros de téléphone des personnes et organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence,
- les garanties d'hygiène et de sécurité et les normes techniques particulières applicables à l'encadrement des activités physiques et sportives,
- la copie de l'attestation d'assurance en responsabilité civile de l'ASCRIF,
- les titres, diplômes, cartes professionnelles et récépissés de déclaration des personnels chargés de l'enseignement, de l'encadrement ou de l'animation des activités sportives.

L'ASCRIF informe notamment les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du règlement intérieur et d'exprimer leur avis (cahier, site internet) sur le service rendu.

L'ASCRIF veille :

- au respect du règlement intérieur par les usagers,
- à l'absence de tout agissement qui pourrait entraîner la dégradation des ouvrages, matériels et équipements (vandalisme, effraction...),
- au comportement respectueux des adhérents lors de leur pratique dans la salle envers les autres adhérents, les coachs sportifs et le personnel salarié et bénévole de l'association.

Article 15 : Engagements de la Région

La Région met à disposition de l'ASCRIF un plan d'évacuation, met en place et assure l'entretien et le suivi technique réglementaire des installations et équipements de protection incendie et de premiers secours (sécurité incendie, extincteurs, défibrillateur...), à l'exclusion de la trousse de secours.

La Région assure l'exploitation technique et la maintenance des espaces hors machines de musculation au même titre et selon les mêmes obligations que pour l'ensemble des autres espaces du site d'Influence.

La Région est responsable et assure les prestations d'entretien courant (approvisionnement en consommables, divers ampoules, papiers toilettes), souscrit en son nom et à ses frais l'ensemble des abonnements en énergie et fluides nécessaires à l'exploitation de la salle, s'assure de la propreté des locaux, surfaces, installations et équipements (notamment sanitaires), de manière à maintenir les biens en état de fonctionnement et d'exploitation.

La fréquence d'entretien (prestation ménage) se fera à l'identique de la région et en raison du contexte sanitaire.

Le gros nettoyage et les interventions techniques significatives doivent être réalisés en dehors de toute présence du public.

La Région fournit, au titre du premier équipement, des biens meubles (voir annexe n°2 : liste des matériels). La Région autorise l'ASCRIF à utiliser le logo de la Région de façon permanente à l'intérieur des installations, ainsi que sur tous les supports d'informations édités par l'ASCRIF, en lien avec la salle multisports.

Article 16 : Engagements de l'ASCRIF

L'ASCRIF se conforme aux dispositions de sécurité et d'évacuation définies par la Région et par les normes en vigueur.

L'ASCRIF s'engage au renouvellement et à l'entretien du petit matériel sportif.

Concernant l'exploitation de la salle multisports, l'ASCRIF s'engage à participer à une réunion annuelle avec la Région, au cours du premier trimestre de chaque année, pour faire un bilan de fonctionnement.

L'ASCRIF assure l'administration des autorisations d'accès par badge à la salle multisports, et la mise à jour des cartes d'accès, et ce, pour les coaches sportifs et adhérents. Elle délivrera aux services régionaux les badges nécessaires aux interventions technique et de sécurité

L'ASCRIF s'engage à faire réaliser la maintenance et les réparations afférentes aux gros matériels.

Dans le cas où, un appareil serait rendu inutilisable et que le coût de sa réparation dépasse son prix d'achat, l'ASCRIF s'engage à en informer dans les plus brefs délais la Région qui prendra à sa charge financière le remplacement dudit appareil défectueux (qualité et fonctionnalités identiques ou équivalentes).

L'ASCRIF se charge du nettoyage, de l'entretien et du maintien en état de tous les matériels sportifs de la salle multisports.

L'ASCRIF assure la maintenance, l'utilisation et les dépenses liées à la location d'une boxe internet/Wifi dans la salle de sport.

Cette dernière permet le fonctionnement optimal des appareils sportifs, leur mise à jour et le fonctionnement d'un terminal de carte bleue.

Article 17 : Responsabilité et assurances

L'ASCRIF s'assure auprès d'une compagnie d'assurance, afin de couvrir tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l'exploitation de la salle multisports :

- une police d'assurance de responsabilité civile, couvrant notamment sa responsabilité à l'égard des usagers ainsi que de son personnel. La police d'assurance couvre les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporels, matériels, immatériels) causés aux tiers.

- une assurance de dommage aux biens garantissant l'ensemble des biens mis à sa disposition contre les risques de toute nature (incendie, dégâts des eaux, explosions, foudre, grèves, actes de vandalisme...) pour leur valeur réelle.

Article 18 : Règlement des litiges

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir la juridiction compétente.

Article 19 : MESURES DE FONCTIONNEMENT

1. Espacement des machines et/ou mise hors service d'1 sur 2 ;
2. Marquage au sol ;
3. Points de distribution réguliers de gel hydro alcoolique ;
4. Douches et vestiaires fermés ;
5. Gestion des flux afin de garantir un minimum de 5m2 par utilisateur en moyenne ;
6. Cours collectifs par groupe de 6 personnes à 5m2 par personne ;
7. Coaching individuel : respect de la distanciation sociale ;
8. Désinfection entre chaque cours ;
9. Désignation d'un responsable Covid 19 ;
10. Nettoyer soi-même ses machines avant et après utilisation ;
11. Mise en place d'un sens de circulation à suivre au sein des différents espaces ;
12. Training des équipes sur les mesures à respecter et à faire respecter ;
13. Tour de salle régulier par l'équipe : rappel aux adhérents sur le nettoyage et consignes.

Fait en deux exemplaires originaux

Le	Le
Pour la région Île-de-France	Pour l'ASCRIF Association Sportive et Culturelle des personnels de la région Île-de-France



Association Sportive et Culturelle des Personnels
de la Région Île de France

ANNEXE 1

REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE MULTISPORTS AU 01 JANVIER 2021

Article I : Adhésions

L'accès à la salle multisports est réservé aux adhérents et invités à jour de leurs inscriptions, munis d'une carte d'accès nominative.

Le badge région n'est pas accepté. En cas d'oubli de votre carte vous ne pouvez pas accéder à la salle.

En cas de perte de la carte d'accès, il convient de prévenir l'ASCRIF par mail, afin que la réédition de votre carte soit faite dans les 48h suivant la demande, sous réserve de fournir obligatoirement une photo pour la nouvelle carte. (La première édition est gratuite, les suivantes seront facturées 5 € pour chaque demande).

Article II : Inscription et désinscription sur la plateforme sportive

L'adhérent bénéficie d'un compte personnel sur la plateforme sportive, il peut s'inscrire et se désinscrire à tout moment à un cours collectif.

Les absences répétées aux cours collectifs sans désinscription préalable **30 min avant le début du cours** sur la plateforme entraîneront :

- L'envoi par l'ASCRIF d'un mail d'avertissement
- L'impossibilité de s'inscrire aux cours sur la plateforme à partir de 2 avertissements et ce pour une durée de 2 semaines (après la notification de l'ASCRIF)

Article III : Horaires de la salle multisports

La salle multisports est ouverte selon les plages horaires mentionnées à l'article 11 de la convention entre la Région et l'ASCRIF.

Le Conseil d'administration de l'ASCRIF se réserve le droit d'y apporter des modifications à tout moment.

Aucune personne ne sera autorisée à accéder à la salle en dehors des horaires d'ouverture du planning.

Article IV : Modalités d'accès et vestiaires

La salle multisports se trouvant à l'intérieur des bâtiments du Conseil régional d'Île-de-France, aucune personne ne peut y pénétrer sans un contrôle préalable au poste de sécurité ou à l'accueil du bâtiment.

Chaque personne devra déposer sa carte d'accès à l'accueil sur le tableau dédié à cet effet.

L'utilisation des vestiaires est obligatoire pour se changer, afin de mettre une tenue correcte de sport, ainsi que des chaussures de sport propres et adaptées à l'activité en salle (**chaussures extérieures interdites après la zone de déchaussage, conformément à la signalétique mise à votre disposition**).

L'accès au vestiaire et douches des femmes est strictement interdit aux personnels masculins et inversement.

Des casiers sont mis à la disposition des adhérents pendant la durée de leur entraînement. A la fin de celui-ci, les casiers devront impérativement être libérés.

Le port de chaussures de sport spécifiques uniquement utilisées pour la salle multisports, est obligatoire durant la séance.

Article V : Hygiène & règles d'usage

Pour des raisons d'hygiène :

- il est obligatoire de se munir d'une serviette pendant sa séance, afin de protéger les appareils de la transpiration ;
- Tout adhérent sans serviette se verra refuser l'accès à la salle ;
- Il est demandé de nettoyer les appareils après utilisation ; des produits appropriés sont mis à votre disposition ;
- Il est interdit de déplacer les appareils de musculation et machines de cardio training ;
- Les haltères, disques et barres de musculation, doivent être rangés après toute utilisation à leurs emplacements respectifs.
- Des savons sont mis à votre disposition dans les sanitaires ; ils sont la propriété de l'ASCRIF.

Il est rappelé qu'il est interdit d'exercer une activité professionnelle à l'intérieur de la salle multisports. Tout cours privé est interdit sans l'autorisation du conseil d'Administration de l'ASCRIF.

Article VI : Sécurité

Conformément aux normes en vigueur, et compte tenu de la surface de la salle, le nombre maximum de personnes autorisées est fixé à 50 pour la salle multisport. La salle de musculation et cardio training ne dispose pas en permanence de coach sportif. Il convient donc d'utiliser les appareils en toute sécurité et dans la limite de ses capacités.

La pratique sportive dans la salle multisports est interdite à un sportif isolé. Dans le cas où ce dernier se retrouverait seul dans la salle, il s'engage à stopper immédiatement toute activité physique.

L'entrée est strictement interdite aux mineurs de moins de 16 ans.

Article VII : Perte, vol, dégradation

Il est rappelé que des casiers individuels fermés par digicode sont à la disposition des adhérents dans les vestiaires. L'ASCRIF se dégage de toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets entreposés ou non entreposés dans ces derniers, pendant la durée de l'entraînement. Toute dégradation volontaire ou involontaire du matériel et des locaux doit être immédiatement déclarée à l'ASCRIF sur les heures ouvrables du bureau.

Article VIII : Sanctions

Conformément à l'article 7 (radiation) des statuts de l'association, l'ASCRIF se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement toute personne pour motif grave. Toute attitude et/ou comportement qui risquerait d'importuner ou entraîner un danger pour les autres adhérents, ou qui viserait à dégrader volontairement les installations de la salle multisports, exposerait les auteurs aux sanctions prévues au présent article.

Article IX: Civisme

Il est interdit de fumer ou de manger dans la salle de sport ou dans les vestiaires /douches.

L'hydratation régulière est vivement recommandée lors de l'activité physique.
Boissons alcoolisées interdites. Bouteilles et gourdes en plastique uniquement.

L'usage du téléphone portable est autorisé sans gêne pour les autres adhérents.

Article X : Signalétique dans la salle

Une signalétique spécifique a été mise en place pour votre confort et votre sécurité ; il est demandé de la respecter.

ANNEXE 2**INFLUENCE 1****LISTE DES EQUIPEMENTS DE LA SALLE DE FITNESS fournis par la REGION**

EQUIPEMENTS	REFERENCES	QUANTITES
Tapis T7xi	CA026	6
Elliptique E7xi	CA011	7
Vélo U7xi	CA030	4
Pédalo R7xi	CA017	3
Water Rower	CA018	2
MS80 G3	MU032	1
Leg Extension	MU025	1
Smith Machine	MU039	1
MG PRO ADJ CRUNCH BOARD A77	MU003	1
Adjustable Bench MG A86-03	MU003	2
Rack + Haltères (2 à 26 Kg)	MU035	1
150 kg poids	MU001	1
7xi Système	SY001	1
TAPIS MAT 140X60X15 MM BLEU	WT041	20
GYM BALL ANTI BURST 65 CM	WT030	4
BOXING MAN	WT133	2
PILLING HAID SET DE 3 PIECES	WT053	1
DOUBLE ESPALIER	AMA001	1
BARRE DE DANSE 1.5 M	AMA001	2

CONSOLE DANSE	AMA001	3
---------------	--------	---

Pour information, les équipements lourds (vélos, tapis, rameurs, etc.) sont de la gamme MATRIX.

Annexe 2 : Projet de convention CIFRE

il est conclu :

LES CONDITIONS PARTICULIERES D'OCTROI DE LA CIFRE

1. Date d'effet de la convention

La convention prend effet le **1 novembre 2021**, ou à la date d'effet du contrat de travail si cette dernière lui est ultérieure.

Sa durée est de 36 mois maximum sauf conditions particulières (Cf Article 9).

2. Obligation d'embauche

L'**EMPLOYEUR** engage :

Héloïse RATO

ci-après désigné « **salarié-doctorant** » qui possède le (ou les) diplôme(s) suivant(s) :

- diplôme principal : **Master Professionnel**

- autre diplôme : **Autre**

3. Modalités d'embauche

- Statut du **salarié-doctorant** : agent contractuel en CDD de 3 ans

- Salaire annuel brut, qui ne peut être inférieur à 23 484 € : 33 306,19 €

- Contrat de travail à durée r r :

- déterminée de 3 ans

- ~~déterminée~~

Le contrat de travail prend effet le : / 03 /20 /

r our un temps complet, mentionnera l'aide financière individuelle à la formation par la recherche reçue de l'Etat, par l'intermédiaire du ministère chargé de la recherche, en contrepartie du cofinancement de la formation doctorale par l'entreprise. Il stipu *r*
r d r r r r d r r
l'objet de la Cifre.

Si la nationalité du salarié-doctorant appelle une autorisation de travail à temps plein en France, la présentation de celle-ci est indispensable au règlement de la subvention à l'EMPLOYEUR. La date d'effet de la convention ne pourra être antérieure à la date de cette autorisation.

4. Sujet de recherche

Le sujet de recherche est le suivant : **Les dynamiques des systèmes agri-alimentaires territorialisés dans les PNR franciliens : quels processus de transition territoriale ?**

Ce travail est réalisé sous l'autorité de **Marie CHEVILLOTTE** qui en assure, pour l'**EMPLOYEUR**, le suivi constant sur les plans scientifique et technique, soit par lui-même, soit par délégation à l'un de ses collaborateurs.

5. Intervention du laboratoire de recherche académique

L'encadrement de la thèse du **salarié-doctorant** est placé sous la direction effective de **Monique POULOT-MOREAU** au sein du laboratoire de recherche académique :

LABORATOIRE ARCHITECTURE VILLE URBANISME ENVIRONNEMENT

Université Paris-Nanterre

Batiment Max Weber bureau 429

200 avenue de la république

92001 NANTERRE Cedex

ci-après désigné **LABORATOIRE**.

Un contrat de collaboration de recherche est signé entre l'EMPLOYEUR et le LABORATOIRE.

Ce contrat de collaboration de recherche précise les rôles respectifs des partenaires. ***Il stipule expressément le numéro de la Cifre et couvre au moins la durée de validité de la Cifre.***

L'**EMPLOYEUR** s'engage à prévenir l'**ANRT** de toute difficulté dans les négociations avec le **LABORATOIRE**.

En absence du contrat de collaboration à la date de la signature de la convention, l'**ANRT** s'engage à effectuer les versements des deux premières trimestrialités de la subvention. Au-delà, les versements seront suspendus, et au terme des 24 premiers mois de la convention, l'absence de présentation à l'**ANRT** du contrat de collaboration entraînera la perte du montant de la subvention encore dû.

Dans le cas où ce contrat de collaboration ne pourrait être signé, l'**ANRT** se réserve le droit d'arrêter la convention et de demander le reversement des subventions déjà versées.

6. Formation doctorale

L'**EMPLOYEUR** s'engage à vérifier que le **salarié-doctorant** a bien effectué son inscription auprès de l'école doctorale **ED 395 Espaces, Temps, Cultures** accréditée et ce pour chaque année universitaire que dure la Cifre.

L'attestation d'inscription en doctorat du **salarié-doctorant** est à fournir à l'**ANRT** pour chaque année universitaire couverte par la Cifre ; annexée à la convention, elle fait foi de cette inscription.

Le premier versement de la subvention est conditionné à la réception de l'attestation d'inscription annuelle en formation doctorale. L'absence de réception par l'**ANRT** des attestations d'inscription annuelles en formation doctorale, qui jalonnent la durée de la Cifre, entraîne la suspension du versement de la subvention. La non réception par l'**ANRT** au 30 mai de l'année n+1 d'une ou des attestations attendues au titre de l'année n/n+1 et/ou antérieures entraîne la perte du montant de la subvention encore dû.

L'**EMPLOYEUR** adresse à l'**ANRT** un rapport d'activité selon le modèle fourni par l'**ANRT** aux termes des 12ème et 24ème mois. Ces rapports d'activité conditionnent le versement de la subvention à compter des dates anniversaires. La non réception par l'**ANRT** au 30 mai de l'année n+1 du rapport d'activité attendu au titre de l'année n entraîne la perte du montant de la subvention encore dû.

Le dernier versement de la subvention est conditionné à la complétude du questionnaire d'évaluation finale adressé par voie électronique parallèlement à l'**EMPLOYEUR**, au **LABORATOIRE** et au **salarié-doctorant**. Il revient à l'**EMPLOYEUR** de s'assurer que le directeur de thèse et le salarié-doctorant renseignent les parties qui leur reviennent. La non réception par l'**ANRT** de ce questionnaire d'évaluation finale dans les 6 mois qui suivent la date de fin de la CIFRE entraîne la perte du montant de la subvention encore dû.

7. Montant de la subvention

Le montant de la subvention annuelle accordée pendant toute la durée de la Cifre est de 14 000 €. Il est indépendant du salaire versé au **salarié-doctorant**.

La subvention est versée à l'**EMPLOYEUR** trimestriellement, à terme échu, uniquement sur présentation d'une facture **non assujettie à la TVA**. A la date d'expiration de la Cifre, et si toutes les annexes attendues ont été reçues par l'**ANRT**, le délai de prescription de la dette envers l'**EMPLOYEUR** est de 5 ans.

Cette subvention sera versée à l'**EMPLOYEUR** sur le compte spécifié sur le relevé d'identité bancaire ou postal annexé à la présente convention.

8. Non-exclusion à bénéficiaire d'une aide d'Etat

L'**EMPLOYEUR** atteste de sa non-exclusion à bénéficier d'une aide d'Etat sous le régime cadre exempté de notification N° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023.

9. Autre condition particulière

La formation doctorale est organisée en **CO-ENCADREMENT** avec :

**UMR Territoires, UMR 1273
INRA, Campus des Cézéaux,
9 avenue Blaise Pascal
63178 Aubière Cedex**

sous la direction de **Salma LOUDIYI**, enseignant-chercheur

Sont annexées à la convention les copies :

- du contrat de travail ;
- de l'accusé réception de la déclaration préalable d'embauche délivré par l'URSSAF ;
- de autorisation provisoire de travail si la nationalité du **salarié-doctorant** le nécessite ;
- de l'attestation d'inscription en formation doctorale ;
- du contrat de collaboration de recherche ;
- de la convention de cotutelle de thèse si nécessaire ;
- relevé d'identité bancaire ou postal de l'**EMPLOYEUR**.

Fait à Paris, le

Pour l'**EMPLOYEUR** :

Signature du fondé de pouvoir
et cachet de l'employeur

Pour l'**ANRT**